



## 60 ans après :

Nous avons un devoir de mémoire à accomplir pour que cela ne se reproduise jamais. Nous revenons sur ce que vécurent les déportés des camps de concentrations nazis avec le témoignage de l'un d'entre eux

# Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 780

17 février 2005

prix : 0,40 €



Maintenant ce  
n'est plus le  
MEDEF qu'il  
faut écouter!

Ce sont les  
salariés!

### ■ SECU :

P 2

Après la réforme de l'assurance maladie, les médecins généralistes ne veulent pas de venir des guichetiers.

### ■ POUR LE NON :

P 3

Saint-Nazaire, un forum rassemble plus de 100 participants pour le NON au référendum. Les syndicats se prononcent.

### ■ COUPURES ET PRIX EN HAUSSE :

P 5

Ce sont les prévisions qui découlent de la loi votée de dénationalisation d'EDF et de GDF



### ■ L'ÉCOLE :

P 6

Quel état des lieux ? Nous nous sommes entretenus avec Jean-Yves ROCHEX, Professeur en sciences de l'éducation.

[www.pcf-44.com](http://www.pcf-44.com)  
L'info de tous les jours

# L'actualité politique...

## EN BREF

### Sympathie

68 % des Français déclarent avoir de la sympathie pour le mouvement de défense des 35 heures selon une enquête réalisée par le CSA. C'est d'ailleurs parmi les ouvriers et employés que ce soutien est le plus fort. Un sondage dont le gouvernement ne semble pas avoir pris connaissance.

### Pareil

À entendre les responsables du gouvernement, la tactique qui sera mise en œuvre pour passer la casse des 35 heures à l'Assemblée nationale, sera la même que celle déployée pour les retraites ou la sécu : c'est-à-dire je ne vous entends pas... A ce jeu là, même le plus solide peut finir par se casser... les ailes.

### Pas touche

Jean François COPPE, le porte parole du gouvernement, lors d'une émission de radio au lendemain des grandes manifestations du 5, a tout simplement confirmé qu'il était plus sensible à la moindre déclaration du MEDEF plutôt qu'à plus de 500 000 voix de salariés dans les rues. Cela a au moins le mérite d'être clair.

### Comment entendre

«Je reste ouvert, mais nous sommes en démocratie... Je ne méprise pas les manifestations mais je demande aux leaders syndicaux de ne pas mépriser le Parlement... Le Sénat et l'Assemblée votent les lois, le débat est ouvert, se poursuit selon le calendrier prévu, c'est cela la démocratie...» Signé Jean Pierre RAFFARIN au lendemain des manifestations du 5 février.

### Ça pousse

Dans un nouveau sondage, le NON pour le référendum sur la Constitution européenne gagne du terrain. C'est ainsi que selon l'Institut Louis HARRIS, le OUI ne récolterait plus que 61 % des intentions de vote contre 39 au NON. Il est à noter que lors du précédent sondage, le OUI était crédité de 69 % et le NON de 31 %.

### Pas d'unanimité

La révision de la Constitution française en vue de l'adoption du projet européen n'a pas fait l'unanimité dans les rangs des différents groupes politiques à l'Assemblée nationale. 56 socialistes se sont abstenus, 64 UMP. 7 UMP et 5 non inscrits ont même voté contre. Seul le groupe communiste s'est trouvé soudé autour du NON.

### Un ami est mort

C'est en ces termes que le Président de la République française a commenté le décès du dictateur du Togo qui régnait en maître absolu depuis 1967. Alors que la communauté internationale ne peut cacher son embarras sur la situation critique de ce pays et la nomination du fils du défunt comme chef de l'état en opposition avec la constitution nationale du Togo, Jacques CHIRAC lui, pleure un ami, un dictateur...

## Point de vue

par Paul ROBERT



Printemps 2003, forte mobilisation ; des milliers de personnes descendent dans la rue pour sauvegarder mais aussi moderniser notre système de retraite. Des milliers de personnes disent non à la casse de notre éducation nationale sous couvert de décentralisation.

Année 2004 : les échéances électorales sanctionnent durement le gouvernement et sa politique libérale sans toutefois plébisciter un réformisme ayant permis à CHIRAC de reprendre les rênes du pouvoir pour un second mandat. Cette année là, le monde de la recherche se mobilise contre la remise en cause d'un service public ayant pour objet de préparer l'avenir de notre pays. Où en est-on ?

Sourds aux exigences qui s'expriment, la droite et le gouvernement poursuivent leur entreprise de démolition. La droite et le gou-

vernement parient sur l'écœurement, la lassitude et le fatalisme pour aujourd'hui en remettre une couche avec la remise en cause des 35H, celle du code du travail, la loi FILLON qui repose sur une vue réduite de la culture et de l'éducation, ou encore la reprise des privatisations comme à EDF, Areva, GDF, France Telecom... Début de l'année 2005, les Français et les Françaises ne se laissent pas faire, et de puissantes mobilisations sociales répondent au mépris du gouvernement.

Dans ce contexte, il s'agit de faire de la politique une affaire populaire, de favoriser le rassemblement de toutes celles et ceux qui veulent que ça change, de co-construire des réponses politiques répondant aux exigences qui s'expriment à travers les mouvements sociaux, les manifestations ou encore dans les quartiers et à l'entreprise. Avec nos concitoyens, et l'ensemble des forces de

**«Il faut faire de la politique une affaire populaire»**

progrès, il s'agit de construire une perspective politique qui soit l'affaire de toutes et de tous. Construire une nouvelle perspective politique en menant une bataille dynamique pour le «NON» au projet constitutionnel européen.

## Réforme de l'assurance maladie

Les médecins généralistes ne doivent pas devenir des guichetiers.



Au terme d'une rencontre avec le syndicat MG France, M. DOUSTE-BLAZY s'est réjoui de «l'excellent

accueil fait par les médecins et la population à la réforme de l'assurance maladie». Pour illustrer ses propos, il a souligné que plus de 400 000 formulaires de choix de médecin traitant avaient été renvoyés à l'assurance maladie en seulement 8 jours. Une autre manière de dire que ne pas envoyer le formulaire, avant le 1<sup>er</sup> juillet, manifeste l'hostilité à la réforme.

Dans notre département, le syndicat de la Médecine Générale (SMG), le collectif «Nantais pour le droit à la santé et la protection sociale pour toutes et tous» avec d'autres refusent eux aussi ce projet. Projet qui remet en cause la liberté d'ac-

cess des malades aux médecins de leur choix au moment même où la pénurie de médecins s'aggrave, institue une hiérarchie entre médecin généraliste et médecin spécialiste, aggrave les inégalités d'accès aux soins. Le Parti Communiste Français les soutient.

Alors que l'immensité des besoins non satisfaits en matière de prise en charge est connue de tous, la recherche d'économies est privilégiée aux dépens d'une réflexion sur des propositions de financement permettant, dans une démarche de justice sociale et d'efficacité économique, d'améliorer la prise en charge socialisée des dépenses de santé.

Dans ce contexte, les mesures de restrictions, de sanctions, de pénali-

sations et de contrôle à l'égard des assurés sociaux comme des professionnels de santé sont multipliées.

Ainsi, avec le forfait d'un euro non remboursé, l'augmentation du forfait hospitalier et de la CSG, la remise en cause du tiers payant, le médecin traitant est une des pièces maîtresses de la réforme DOUSTE-BLAZY.

En refusant de renvoyer le formulaire du médecin traitant, nous pouvons ensemble :

- bloquer la mise en place de ce dispositif,
- dire haut et fort à M. DOUSTE-BLAZY que nous ne voulons pas de sa réforme de l'Assurance maladie,
- contraindre le gouvernement à revenir à la table des négociations.

## De vous à moi...

### Entente cordiale II

Ils n'ont voulu que le minimum de publicité, nos chers députés socialistes et de l'UMP, à propos de l'amendement constitutionnel permettant l'application dans notre pays de la future constitution européenne, je les comprends.

Pensez-vous, les «débats», si on peut appeler ça comme ça, entre les représentants du peuple qui se disent de droite et ces mêmes représentants qui se disent de gauche, ont été paraphés à l'Assemblée nationale «en bon père de famille». Résultat, un texte qui n'est pas un compromis mais un vrai accord sans nuance de pensée ni de conception, qui a été négocié sans problème sur le chemin commun de la «nouvelle Europe». C'est une véritable capitulation de la direction du Parti socialiste qui limite ainsi au maximum ses marges de manœuvre pour mener une action réelle contre la politique nationale du gouvernement. Mais c'est également un refus, qui peut s'avérer grave pour son avenir, celui de ne tenir pas compte de près de la moitié de ses membres qui ont dit NON au projet de traité constitutionnel.

Y.C.

## VITE LU VITE DIT

### Et bien, payez!

Vous voulez un nouveau pont sur la Loire, et bien payez le, c'est en gros en ces termes que les patrons des CCI de Nantes et Saint-Nazaire ont amorcé le débat sur ce fameux troisième pont en proposant tout simplement qu'il soit à péage. Non merci, on connaît, on a déjà donné avec celui de Saint-Nazaire en son temps.

### Pour l'école publique

La mobilisation s'amplifie autour de l'implantation de l'école publique de Moisson la Rivière. La section du PCF s'est associée à l'appel à manifester se déclarant «**Attaché à un service public de qualité, au respect de la parole et de la réflexion organisée par les citoyens, le PCF affirme que l'implantation d'une école ne doit pas être l'objet de manœuvres obscures.**» Affaire à suivre...

### Conforama dans la rue

Remarqué, le personnel de Conforama lors de la manifestation de Saint Nazaire le 5 février. Ils et elles avaient déserté leur magasin, en lançant «une grève surprise» pour s'opposer à leur direction qui n'en finit pas, à coups d'avenants, de faire pression sur leurs salaires et conditions de travail. Et pendant la manifestation les quelques cadres de direction courraient dans tous les sens pour essayer de remplacer le personnel gréviste.

### Pour l'emploi

Une très forte délégation des agents de l'hôpital de Saint-Nazaire a envahi le conseil d'administration pour s'opposer à la nouvelle suppression de 6 postes annoncée par la direction. Pour le personnel et leurs syndicats une telle politique tourne le dos au service public et va une nouvelle fois aggraver la situation des agents et des malades.

## Forum citoyen à Saint Nazaire

### Michel DUFFOUR: «Construire ensemble le choc salutaire du NON»

Jeudi 27 janvier, une centaine de personnes s'était donné rendez-vous à la Maison du Peuple. Les communistes locaux y organisaient un forum sur le projet de constitution européenne. Cinq organisations qui avaient répondu à l'appel étaient présentes à la tribune. Le Parti des Travailleurs, ne voulant pas «servir de caution» aux partisans du OUI était prudemment resté dans la salle.

«**Nous lançons, ce soir, notre campagne pour le NON, une campagne que nous voulons rassembleuse et ouverte**» annonce Christian SAULNIER, le responsable communiste local. Ce texte est «**un ensemble cohérent d'escroqueries**» affirme d'entrée, la représentante d'ATTAC montrant com-



ment le projet prépare la guerre pour mieux avoir la paix. «**Si ce texte était voté, les seules dépenses publiques qui auraient le droit d'augmenter seraient les dépenses d'armement**» démontre l'oratrice, se référant au texte. «**Nous avons besoin d'une Europe de la solidarité, pas du tout marché**» affirme ensuite Christian DUVAL expliquant que l'Union Départe-

mentale CGT vient de se prononcer pour le NON. Leur constitution, c'est «**le renard libre dans le poulailler libre**» ironise la LCR tandis que le MRAP dénonce «l'Europe forteresse». «**Comment CHIRAC peut-il affirmer que ce texte n'est pas politique? Comment HOLLANDE peut-il soutenir que ce projet n'est ni de droite, ni de gauche?**» s'étonne Michel

DUFFOUR, Président du Conseil National du Parti Communiste. Il a fait ses comptes. Il a trouvé «**la concurrence libre et non faussée**» mentionnée ou rappelée «78 fois» dans le texte! Avant que la salle ne s'empare du micro, le responsable local de l'Union Démocratique Bretonne fustige ces responsables qui ont tout rédigé en secret et qui cherchent une «**une caution démocratique**». Texte en main, plusieurs intervenants dévoilent alors «**la face cachée du projet GISCARD**». Pour certains, même si le NON l'emporte, «**vouloir construire une Europe sociale relève d'une douce utopie**». Pour d'autres, la victoire du NON ouvrirait la porte à tous les possibles. De la contraception à la bataille pour qu'EDF reste un service public, du droit de grève à la laïcité «**les portes d'entrée sont nombreuses pour combattre le texte**» souligne Michel DUFFOUR en fin de soirée. Cela permet de «**mener une bataille ultra positive du NON «qui» peut libérer, pour les peuples, un grand espace qui n'existe pas aujourd'hui**».

### Le NON de la CGT 44

L'U.D CGT de Loire-Atlantique a consulté ses syndicats sur la position à prendre en vue du référendum sur la Constitution. Pour 150 d'entre eux : c'est NON.

«**Le traité constitutionnel traite de l'emploi, des salaires, de la protection sociale, des services publics, des droits de chacune et chacun, des compétences de l'union, de ses institutions, de l'Europe dans le monde. Il concerne donc les salariés dans leur vie de tous les jours.**» Ce sont en ces termes que l'union départementale CGT commente les raisons qui ont motivé son choix «**de se prononcer contre le traité constitutionnel**».

Dans un long communiqué, l'UD précise et argumente sa position en regard du contenu du texte dans lequel elle voit «**un projet qui vise à pérenniser**

des choix libéraux qui proclament la suprématie du marché sur les salariés».

Pour le syndicat, «**Les libertés libérales y sont en bonne place : libre circulation des marchandises, des services et des capitaux dans un marché unique où la concurrence est libre et faussée ! Pour cela, il faut toujours moins d'état et de contraintes. Les garanties collectives sont détournées à l'avantage du patron. C'est le sens des directives en projet dites**» Bolkenstein «**et de révision du temps de travail...**»

L'union départementale souligne d'autre part que depuis de nombreuses années, parfois avec succès, elle a contribué aux mobilisations nécessaires pour construire une autre Europe. Elle rappelle en ce sens sa volonté d'une nouvelle réorientation de l'Europe basée sur des règles sociales, culturelles et environnementales, donc de solidarité et de plus de cohésion.

### Foire d'empoigne

C'est parti, «Métro» a commencé à être diffusé, et «20 minutes» s'annonce en mars. Les quotidiens gratuits se placent en force sur la Cité des Ducs. Foire d'empoigne, libre concurrence, appelons cela comme on veut. Mais, c'est surtout un faux semblant de démocratie et de pluralisme de la presse qui s'installe sur l'agglomération nantaise et qui risque d'avoir de lourdes conséquences sur la presse locale actuelle. Quelles vont être les répercussions sur les titres détenus par Serge Dassault, Presse Océan et l'Éclair, que l'on dit peu vaillants, comment Ouest France, qui n'est pas en dehors de ces nouvelles diffusions, va se positionner... Attention au réveil douloureux!

### Condamnation sans appel de la FSU

Les instances nationales de la FSU, ont «condamné sans appel» le projet constitutionnel de Giscard, condamnation, explique le syndicat, «**motivée par l'orientation économique libérale qu'il affirme en dehors de tout principe démocratique**».

Si le syndicat n'a pas poussé sa prise de position à aller jusqu'au «NON», il n'en demeure pas moins que les principales orientations de texte sont passées au crible de façon très critique. Sur les questions de la démocratie, le syndicat «**déplore que les orientations soient décidées dans le secret des accords intergouvernementaux**». Dans le domaine économique, la FSU poursuit sur «**le mécanisme économique de la concurrence qui est érigé en principe d'organisation de la société**».

«**Les services publics ne sont inscrits, ni dans les valeurs ni dans les objectifs de l'Union**». Enfin, l'organisation syndicale «**conteste le déficit démocratique dans lequel s'élaborent les politiques éducatives européennes, constate et condamne la conception d'une éducation soumise à la logique économique de la compétitivité**». Pour la Fédération syndicale unitaire, «**en démocratie, des orientations aussi importantes devraient être discutées à fond**».

Aucune interprétation ne peut être portée sur la position de la première centrale syndicale de l'éducation nationale qui vient de choisir le camp de ceux qui veulent une autre Europe.

La FSU considère qu'il est de son devoir d'organiser la réflexion collective sur les questions liées à son champ d'intervention indique la résolution nationale adoptée par 69 % des participants.

## 60<sup>e</sup> anniversaire

### La libération des camps : un devoir de mémoire devant la monstruosité

**Lucien DUCASTEL** «Mémoire vive des convois 45000 et 31000 d'Auschwitz-Birkenau»



Lucien nous avait fait l'honneur de répondre à notre invitation lors de la rencontre nationale d'histoire que la Fédération avait organisée à la Cité des congrès à Nantes. Nous proposons de revenir sur le témoignage tout à la fois humble et émouvant.

#### Témoignage

«J'ai été arrêté avec 120 autres camarades à la suite d'un sabotage. Le 6 juillet 1942, nous étions 1175 à être déportés, parmi lesquels : 1000 communistes, une centaine de résistants d'origines diverses et 50 juifs. Dans ce convoi, près de 200 jeunes qui n'avaient pas 20 ans.

Dès notre arrivée, 600 sont transférés à Birkenau, 500 restent à Auschwitz.

Birkenau, est un endroit très difficile à supporter : une chaleur torride, des odeurs nauséabondes qui sortent du sol.

Nous y avons tout subi, maladies, coups, sanctions, aucune d'hygiène, malnutrition...

En mars 1943, 17 survivants de Birkenau sur 600 sont ramenés à Auschwitz où nous y retrouvons 140 des nôtres.

Nous étions là quand



les 4000 enfants de la rafle du Vel' d'Hiv sont arrivés. Peu après, la fumée de leurs corps, de leur jeunesse, de leur enfance obscurcissait le ciel de Birkenau.

Il est important, soulignait Lucien, de rappeler ce qu'a été l'expression du Nazisme, de toutes ses atrocités, tant à l'égard des adultes, des résistants, que du sort qu'ils ont réservé aux enfants.

#### Devoir de mémoire

Je me trouvais dans un rassemblement de déportés juifs, nous racontait-il, et ai entendu des gens dont les familles n'étaient pas revenues dire : «Nous ne pouvons pas témoigner parce que nous n'avons pas été déportés» Je

les ai

interrogés :

«N'avez-vous pas aussi un devoir de mémoire

à accomplir

pour ce que vous avez subi au cours de cette période de notre histoire ?»

A la question terrible qui lui est souvent posée :

«Comment se fait-il que vous êtes ici alors que vous nous avez expliqué ce que vous avez subi, cette fameuse cellule debout de 90 cm<sup>2</sup>, pendant dix nuits, que vous avez perdu 97 % des vôtres à Birkenau ?» Il répond humblement : «En toute honnêteté je ne sais pas. Car nos camarades qui sont tombés, qui sont morts, étaient aussi solides, ils avaient un idéal. Il nous est dit «vous qui avez un idéal». C'est sûr, et nous l'avons encore.

Mais, vous savez, par -20 degrés, -25 ou -30, on pèse 30 - 35Kg où est la mémoire ? Personnellement je m'interroge.

Le hasard intervient probablement pour une part, mais je n'ai pas personnellement de réponse toute faite.

**Je crois que le devoir de mémoire et de transmission est impérieux**

### 60<sup>e</sup> anniversaire de la libération des camps



Yann Vince

99 % de la communauté juive présente en Loire-Inférieure pendant l'occupation, sont

De nombreuses manifestations viennent de commémorer le 60<sup>e</sup> anniversaire de la libération des camps. Notre département pour sa part, a payé un lourd tribut à la machine de mort nazie. Ainsi, 233 déportés juifs soit

exterminés dans le trop célèbre camp d'Auschwitz. Mais les camps furent aussi la destination de nombreux résistants arrêtés en 1942. Tous n'ont pas été fusillés. Certains, après les interrogatoires de la rue Garde-Dieu et de La Fayette à Nantes, transitent dans des camps comme ceux de Châteaubriant, de Voves en Eure-et-Loir ou d'Angers, avant d'être dirigés vers Compiègne où sont centralisés les départs pour l'Allemagne c'est-à-dire pour les camps de concentration. Beaucoup n'en reviendront pas. Les autres ont laissé des témoignages poignants. Deux femmes communistes nantaises, Marie MICHEL et Renée LOSQ, aujourd'hui disparues, ont ainsi raconté en 1985 leur long périple de prisons en camps de travail, for-

teresses, de Fresne à Breslau en Silésie puis en Bavière en janvier 1945. Quelques extraits de leur témoignage en disent long : «La première partie du trajet s'est effectuée à pied sur les routes, avec de la neige jusqu'au ventre (...). On nous appelait les NN (nacht und nebel, nuit et brouillard) totalement au secret (...). On nous a entassés dans des wagons (...) nous ne pouvions pas bouger, cela a duré dix jours, nous n'avions même plus faim mais nous étions tenaillés par la soif, incapables d'avaler même un bout de pain, nous nous efforcions de passer la main par un carreau pour ramasser sur le toit du wagon un peu de neige noircie de charbon que nous sucions (...).»

**«Si l'écho de leur voix faiblit nous périrons»**

### Ils ont dit :



**Joël BUSSON**, Président du Comité départemental du Souvenir

Le travail de mémoire, que nous menons est indispensable pour prémunir les nouvelles générations contre la barbarie. ELUARD écrivit : «Si l'écho de leur voix faiblit, nous périrons». Car, il reste à montrer qu'avec la déportation d'extermination des invalides, malades mentaux, tziganes, juifs, slaves, et aussi gens de couleur, cohabitait une déportation de répression des résistants, des «associaux» qui devaient être

exterminés par le travail d'esclave.

Il reste à expliciter ce système concentrationnaire dans son ensemble et ses rouages économiques. Il reste à dire aussi comment les choix politiques du capital Outre-Rhin ont ouvert la possibilité à cette monstruosité.

Souhaitons que les médias poursuivent le travail engagé en ce début d'année afin de n'oublier aucun des aspects nécessaires à la compréhension de cette machine hitlérienne. Nous y veillerons, nous y participerons.



**Aymeric SEASSAU**, animateur des jeunes communistes en Loire-Atlantique

Je garde le souvenir ému d'un camarade qui avait été déporté parce que, cheminot, militant aux Jeunesses communistes, il avait été dénoncé pour avoir distribué quelques tracts sur son lieu de travail. Mon activité quotidienne en quelque sorte... Ce camarade parle des camps, des brimades et de cette période difficile, avec humilité et avec la plus grande modestie. Il parle aussi des combats pour une société meilleure avec un espoir intact. D'une génération à

l'autre, nous sommes tributaires de cette mémoire, des temps d'horreur comme des temps d'espoir. Avec les camps, l'extrême droite a montré son vrai visage : celui de la barbarie à l'ère industrielle. Barbarie vaincue par l'humanité unie. C'est la mémoire vivante de ces temps de barbarie qui a donné de la force au colossal mouvement populaire de l'entre deux tours de la présidentielle pour barrer la route à Le Pen.

Les jeunes y étaient massivement représentés, déterminés à ne jamais baisser la garde.

## Prenons note...

### HALDE

Le 1<sup>er</sup> février : mise en place de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations.

### 21 mars :

Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale instituée par l'ONU, il y a une trentaine d'années. Les sénateurs communistes, par un projet de loi déposé au sénat, souhaitent que cette journée, cette fois nationale, permette d'institutionnaliser la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie.

### Logement

83 % des Français estiment que ce qui pose «le plus de problème en France en matière de logement», c'est le coût des loyers. Il est vrai que, depuis 1998, les loyers ont progressé en moyenne de 4,2 % par an, soit deux fois l'inflation, et aucun changement de tendance ne semble se dessiner à brève échéance. D'autant que la pénurie de logements – évaluée à 600 000 – ne se résorbera pas avant plusieurs années. (Sondage TNS Sofres pour La Croix et Habitat et Humanisme)

### 5,2 millions d'agents de la fonction publique

Hors emplois aidés, 51 % de ces agents appartiennent à la fonction publique de l'Etat, 30 % à la fonction publique territoriale et 19 % à la fonction publique hospitalière.

Le rapport souligne que la part prépondérante de l'Etat dans l'emploi public se réduit progressivement depuis 1990, date à laquelle il englobait 54 % des agents.

La fonction publique territoriale connaît la croissance la plus forte, avec 1,46 millions d'agents et une croissance annuelle de 4 % (+ 25 % en 12 ans), elle a absorbé en 2002 la moitié des 113 000 emplois publics créés. (Source : Rapport annuel de l'Observatoire de l'emploi public)

### Les luttes...

• France Télécom poursuit sa course à la productivité en annonçant la suppression de 8 000 postes en 2005.

• Chantelle : l'atelier de Couëron doit fermer, 28 emplois menacés. Des salariées se sont invitées au salon de la Lingerie de Versailles du 28 janvier.

• Airbus : grève à Nantes et Saint-Nazaire pour dénoncer les hausses de salaires jugées insuffisantes pour 2005.

• Carte scolaire 2005 : déjà des syndicats, des parents d'élèves s'inquiètent des dotations de postes pour la rentrée.

• Les Travailleurs sociaux, après avoir manifesté en 2004, contre la loi de SARKOSY sur la «prévention de la délinquance» refusent aujourd'hui le nouveau projet de loi de DE VILLEPIN.

### Tripode

Le 27 février, le bâtiment implosera. Cette disparition ne fera pas oublier aux salariés, publics et privés, passés par le tripode que 350 tonnes d'amiante viennent d'être retirées de ce bâtiment.

### ROMS

Les familles ROMS, présentes sur le camp de la Souillarderie à Nantes, viennent de se faire signifier qu'à partir du 18 février la procédure d'expulsion sera lancée.

## EDF : coupures, prix en hausse

Le 9 août 2004, était votée la loi de dénationalisation d'EDF et GDF. 5 nouvelles entreprises sont issues de ces lois : EDF SA, GDF SA, EDF Transport électricité (les pylônes), GDF Transport (les gros tuyaux de gaz) ainsi que la CNIEG (caisse de retraite spécifique des salariés)

Depuis cette dernière loi, EDF n'a d'obligation d'alimentation que pour les usagers clients non éligibles, c'est-à-dire les abonnés domestiques. Cette obligation sera levée en 2007. Alors, comme pour toutes SA, le déficit de produit à vendre qui fait monter les prix deviendra l'axe stratégique commercial d'EDF SA et de GDF SA. L'optimisation des coûts fera fermer les centrales les plus coûteuses style Cordemais et incitera à faire durer les plus rentables ; le nucléaire. L'autre conséquence inhérente au manque de ces produits généraux sera des coupures de courant, à moins d'accepter de payer plus cher cette électricité. M DEVEDJAN, considère que plus vous êtes loin d'une centrale nucléaire, plus vous payerez ! C'est la fin annoncée de la péréquation tarifaire. Les industriels et usagers vont déménager vers le nucléaire, voir un peu plus loin... Délocalisations ? À moins que les régions ne compensent les surcoûts...

La loi, ne parle pas de délestage pour sauver le réseau, elle parle de planification, de mise en congé obligatoire ou au chômage technique de milliers de personnes. Il n'est pas envisagé de construire des moyens de productions, mais de couper l'énergie aux consommateurs. La direction d'EDF SA elle-même repère la nécessité de moyens de production dans l'ouest d'ici 2008. Nous sommes en 2005 ! Il faut 10 ans pour faire du nucléaire que certains ne veulent pas, 5 ans pour le thermique classique et environ 2 à 3 ans pour du gaz. Il faut changer la loi, réinscrire les fondements de péréquations tarifaires et de qualités techniques que portent les services publics.

Jacques DAVY



## Ce 5 février ne restera pas sans lendemain...

Salariés du public et du privé, de petites ou grandes entreprises, privés d'emploi, étudiants, retraités... se sont retrouvés, le 5 février, à Nantes et Saint-Nazaire. Ces journées de mobilisation témoignent combien la politique menée par la droite et le MEDEF depuis avril 2002 est loin d'être légitimée. Le

progrès de l'unité syndicale, l'élargissement de l'action marquent ces rassemblements. Serge DOUSSIN assure : «Les salaires, l'emploi, le temps de travail, le service public s'affirment comme des préoccupations majeures pour tous. Aujourd'hui, nous ne sommes pas seulement au stade du mécontentement, nous reprenons l'initiative de l'action avec la volonté d'imposer des résultats à l'exemple des cheminots». La CGT dans un communiqué, au lendemain du 5, parle d'un néces-

## Solidarité et humanisme

Le 26 janvier 2005, une rencontre de solidarité avec les Roms est organisée à Doulon.

Les conditions de vie difficiles dans lesquelles survivent une quinzaine de familles sur un terrain d'accueil à la Souillarderie, ont incité les communistes du quartier à aller à la rencontre des tziganes afin, de leur exprimer notre soutien et de mieux comprendre leurs parcours, les raisons qui les poussent à quitter leur pays.

Les échanges que nous avons eus lors de cette soirée ont permis de faire tomber bien des a priori. Nous avons rencontré un peuple se retrouvant tout aussi exclu en France que dans leur propre pays. Nous avons rencontré des hommes,

médicaux. Cependant, ces familles ne peuvent bien souvent pas bénéficier de l'Aide Médicale d'État accordée aux personnes de nationalité étrangère résidant en France depuis plus de trois mois. Par ailleurs, étant donné leur état de santé, la question de l'accès à un hébergement salubre se pose avec force. Aujourd'hui, ils vivent dans des caravanes et craignent les expulsions sans que des solutions alternatives ne leur soient proposées. Ils ont déjà été expulsés de Bouguenais.

Notre pays, pays des droits de l'homme, se doit plus que jamais de s'interroger et remettre en cause les lois SARKOSY qui bafouent l'être humain. «Remettre en cause ces lois», alors que M. SAR-



des femmes et des enfants qui atterrisent en France dans l'espoir de pouvoir accéder à des soins

KOZY en remet une couche avec sa dernière proposition de quota concernant l'émigration.

saire «rapport de force puissant et grandissant pour stopper la remise en cause de l'ensemble de nos droits».

Le succès de cette journée sonne donc comme un encouragement à continuer. Les communistes partagent ces exigences et participent à ces mobilisations. Ils en appellent en même temps à la reconquête populaire de la politique. Ils veulent contribuer à donner aux luttes plus de force encore en bousculant la politique, en favorisant l'intervention pour ouvrir la perspective de changements poli-

tiques profonds et durables, porteurs d'un nouvel espoir.

D'autres moyens d'expressions peuvent ainsi être utilisés.

Le référendum sur le projet de Constitution en est un. Ce texte légalise et sacralise le libéralisme lui-même. Un Non majoritaire serait un atout pour ceux qui luttent. Ce serait un signal exceptionnel lancé à toutes celles et ceux qui refusent de se résigner. Un stimulant puissant pour toute la gauche pour qu'elle s'engage enfin sur la voie de la transformation sociale.

# Événements, culture, idées.

## École : état des lieux et perspectives



Une manifestation pour l'École

**Le 12 janvier J-Yves ROCHEX, professeur en Sciences de l'Éducation à Paris-VIII, était l'invité de la FSU - 44 à la Manufacture. Principaux points de son intervention.**

### - Quel est l'état des lieux ?

Les contradictions scolaires sont aussi sociales. Elles sont d'emblée des questions politiques. Les plus grandes manifs de ces dernières années sont sur l'école.

L'école française n'est pas dans une situation catastrophique, mais elle est moins bien placée au niveau de la justice sociale qu'au niveau des performances. Alors que les inégalités sociales ne cessent de croître et se concentrent dans certains quartiers, avec les effets du chômage, de la précarité, il y a une désociologisation de la pensée sur l'école

Mais, pour autant, l'inégalité scolaire n'est pas tout entière produite de l'extérieur. Notre système souffre aussi de l'insuffisance de démocratie interne. P. MERLE a défini cette «démocratisation ségrégative», avec une élévation rapide du niveau, tandis que les écarts sociaux ne s'y réduisent pas.

### - Comment définir une culture scolaire commune ?

Il y a des caricatures symétriques : «la massification remet en cause l'école de la 3<sup>e</sup> République», ou «les programmes sont trop élitistes».

La question se pose plutôt en terme de pratique. Le primat de la raison discursive contribue au mépris de l'enseignement professionnel, de son statut, et de la culture du travail. Il faut revenir à H. WALLON proposant sa refondation incluant les humanités techniques.

### - Quel est le dénominateur commun Rapport THELOT / Loi FILLON ?

Leur «socle commun» est minimaliste : moins d'EPS, de disciplines artistiques, mais trop de généralité, sans lien réel avec les programmes.

Au nom de la diversité des élèves : à chacun de trouver sa voie de réussite. Il faudrait admettre ces différences et adapter son parcours à ses «capacités».

Cette «thématique du respect» est discutable. Pour H. WALLON : «Respecter un enfant n'est pas le murer dans le spectacle de lui-même».

Une idéologie dangereuse affirme que le commun ferait du mal aux individus, pour mettre en œuvre une logique épousant les inégalités sociales sans chercher à les réduire.

### - Combattre le projet THELOT-FILLON, est-ce défendre l'existant ?

La solution n'est pas dans l'adaptation des élèves au fonctionnement d'un système scolaire inchangé. On a tout à gagner à

creuser les désaccords. La «culture commune» n'est pas l'interdisciplinarité, qui campe sur les spécificités disciplinaires sans les effacer. Il faut aussi lutter contre le «puérocentrisme», ce culte de l'élève - enfant placé au centre.

Avec THELOT-FILLON, on est dans l'air du temps, qui accorde la priorité à

l'économie, et ne fait intervenir le social qu'en marge, pour rendre la société vivable aux perdants. Elle confine le politique dans l'espace minimal laissé par l'économie et le social. Il nous faut contribuer à restaurer cet espace et dire que le politique est différent.

### Pour aller plus loin

- J-Yves ROCHEX : «Rapport Thélot : logique de renoncement», Tribune Libre dans l'Humanité du 3 novembre 2004.

- J-Pierre TERRAIL : «École : L'enjeu démocratique», La Dispute, 2004.

- PCF : «Projet pour l'école», Le projet pour la transformation progressiste de l'École que les communistes soumettent au débat dans la société, janvier 2005 (Sur le site : PCF-44.com)

## Coup de cœur

Les vivants

et les morts

de Gérard MORDILLAT



Lui, c'est Rudi, trente ans. Elle, c'est Dallas. Ils travaillent à la Kos, une usine de plasturgie. Quand elle ferme, c'est leur vie qui vole en éclats. À travers cette saga de cinquante personnages, «Les Vivants et les Morts» est le roman d'amour d'un jeune couple emporté dans le flot de l'histoire d'aujourd'hui. Entre passion et insurrection, tourments et révolte, leurs secrets sont aussi ceux d'une ville où la lutte pour la survie dresse les uns contre les autres, ravage les familles, brise les règles intimes, sociales, politiques. Quand la logique financière l'emporte sur le souci des hommes, qui doit mourir ? Qui peut vivre ?

MORDILLAT s'était fait connaître en racontant sa jeunesse dans une famille d'ouvriers «Vive la sociale !» (1981), puis par le documentaire «Corpus Christi», pour Arte. Sans oublier, depuis, «Rue des Rigoles» (2002), où il renouait avec la littérature «populaire».

Dans ce nouveau roman, ses personnages travaillent à l'usine «Kos», restructurée, avant d'être liquidée, fermée, délocalisée, comme Daewoo ou Metaleurop, un peu partout en France ou en Europe.

Pendant ce temps-là, les «patrons voyous» se gaussent, avec des mots ronflants comme «flexibilité», «compétitivité», «réalisme», alors qu'il ne s'agit que d'élite et de plèbe, de prolétaires et de chefs d'entreprise, et d'exploitation de l'homme par l'homme,

La véhémence de MORDILLAT ne tombe pas dans le manichéisme. Dans cette épopée de près de 700 pages, 50 personnages exhibent à vif leurs blessures, leurs doutes, leurs contradictions, voire leurs déchirements. Si les plus forts semblent l'emporter, reste toujours l'espoir.

Mieux qu'un «roman engagé» - comme aurait dit SARTRE - «Les vivants et les morts» est un beau roman progressiste actuel, bien parti pour être un succès mérité.

\*Calmann-Lévy, 656 pages, 20,95 euros.

## Cinéma

Le promeneur du champ de mars - Sortie le 16 mars



Ce nouveau film de Robert GUEDIGUIAN («Marius et Jeannette», 1996) raconte l'histoire de la fin d'un règne et d'une vie, librement inspirée du livre «Le dernier Mitterrand» de G-M BENAMOU (1997) entretiens réalisés de 1992 à 1995. Ce film, ascétique et grave, s'efforce de construire une mythologie politique à la fois partielle et partielle. Le réalisateur le reconnaît : «J'ai tiré le portrait à gauche, considérant que la question du socialisme, aujourd'hui, reste une question ouverte. Comme alternative crédible au capitalisme qui n'est pas le seul horizon du monde». Cette fiction est marquée par l'art magistral de Michel BOUQUET. Au jeune journaliste qui lui rappelle que le rêve égalitaire communiste est ancré dans l'humanité, MITTERRAND, l'individualiste, réplique : «Ne vous prenez pas pour l'humanité». Une pièce à décharge, versée au dossier du «droit d'inventaire» - annoncé par Jospin en 1997, et aussitôt oublié - qui doit être vu, parce qu'il nourrit ce débat. Lire : «Mitterrand, quel cinéma !», dans Regards n°14 de février.

## Lire

### ■ Histoire

«La criminalisation de la résistance en Loire-Inférieure», thème du premier numéro d'une nouvelle revue d'histoire «La Loire-Atlantique de 1939 à 1945, des années d'ombres et de lumières» se veut une revue pluraliste par ses sujets, auteurs et articles. L'idée d'une revue «ligérienne» d'histoire consacrée à la Seconde Guerre mondiale était dans l'air. Les travaux organisés autour de la commémoration du «Procès des 42» ont permis de faire mûrir et aboutir l'idée. Son objectif est d'abor-

der tous les aspects de la vie des «Ligériens» pendant la Seconde Guerre mondiale.

La revue se veut un lieu de publication et d'échanges : études, documents et témoignages...

Les auteurs se veulent des «francs-tireurs» : membres du Comité du Souvenir de Châteaubriant et Nantes, ils restent indépendants et mènent l'essentiel de leurs recherches hors de l'Université.

Ce premier numéro est consacré aux textes présentés lors d'un colloque de novembre 2003.

Au sommaire on trouvera, entre autres : le procès des 42, la Résistance dans la mémoire nantaise par D.Guy-

varc'h, le PCF en 1940-1943 par G.Haudebourg, les communistes espagnols dans la Résistance par Carlos Fernandez, etc. Prix : 3 €, 5 € avec les frais de port.

### ■ Michel PRODEAU : L'Été des mirages

D'abord touriste et ran-



donneur, avant de devenir amateur de géologie et d'histoire locale, puis

spéléologue, notre ami nantais Michel PRODEAU, a parcouru les Causses en tous sens au fil des dizaines d'années d'investigation. À en devenir amoureux au point de venir passer ses dernières années de vie au Rozier, au pied du Causse Méjean.

Avec «L'Été des mirages», l'auteur nous fait découvrir cette belle région sous un jour inattendu où se mêlent la préhistoire et l'histoire, l'intrigue romanesque et une description lyrique d'une nature splendide et sauvage.

Ed. du Beffroi, 2005. En vente chez l'auteur : Michel PRODEAU, les Faïssos 48150 Le Rozier Prix 19 Euros franco de port.

## Près de vous

### Logement

**Couëron : des besoins «cruellement élevés»**  
Lors de la séance du Conseil municipal, Michel Lucas, a alerté l'Assemblée sur la situation alarmante du logement social dans notre pays. Cette situation «n'épargne pas la Loire-Atlantique ni Couëron» puisque 30 236 demandes sont actuellement enregistrées sur le département, 1 124 d'entre elles concernant sa ville. Des besoins «cruellement élevés» qui justifient que l'on ne prenne aucun retard dans la constitution et l'ouverture des ZAC nécessaires aux futures constructions. Et ce en dépit des «embrouilles juridiques et des petits calculs spéculatifs» de certains propriétaires malintentionnés que Michel Lucas n'a pas hésité à qualifier de «saboteurs de la Loi de Solidarité Renouvellement Urbain»

### Franchissement de la Loire

#### Les études sont financées

Après près d'un an de mise en sommeil, le comité de pilotage du nouveau franchissement de la Loire s'est réuni le 2 février 2005. Jean-Louis Le Corre, vice Président du Conseil général qui demandait sa réunion depuis avril 2004, a exprimé sa satisfaction de voir que l'État et la Région des Pays de la Loire acceptent de contribuer financièrement aux études aux côtés du Conseil général. Deux scénarii ont été retenus qui prévoient un franchissement en amont de Donges et Paimboeuf. C'est un premier pas notable pour faire avancer un projet prioritaire pour nos territoires et pour le développement économique du sud Loire

### Saint-Joachim

#### Caps ou pas Caps ?

Mr Clouet, Maire de Pontchâteau, constatant que le manque des médecins généralistes ne permettait plus d'assurer la continuité du service de proximité, propose à 21 communes de Brière et du canton de Savenay de s'associer pour créer et financer un Centre d'Accueil et de Permanence des Soins (CAPS). À Saint-Joachim, le Maire, Marc Justy a décidé que c'était aux habitants de décider. Il a organisé une réunion publique et contradictoire le lundi 14 février.

### La Carène

#### Le versement transport augmente enfin !

Le débat sur les orientations budgétaires de la Carène a donné à Jean-Yves Romand l'occasion de se féliciter de l'augmentation du Versement Transports, une mesure que les élus communistes réclamaient depuis deux ans. Comme l'a fait remarquer Christian Saulnier «**Si nous avions été entendus tout de suite et si le taux du versement transport avait été revalorisé de 0,5 %, ce sont 457 500 euros supplémentaires qui auraient été collectés chaque année**» ce qui aurait peut-être permis d'éviter le long conflit qu'on connu les sociétés de transport de la région nazairienne en novembre et décembre 2004. L'élue communautaire a par ailleurs, demandé que plus une seule entreprise ne soit exonérée de cette contribution.

### Donges

#### Le Maire refuse la solidarité

Lors du vote du budget de sa commune, Alain Chazal a protesté contre la décision du Maire de droite René Drollon qui a refusé de participer financièrement au formidable élan de générosité et de solidarité devant la catastrophe qui a frappé les peuples de l'Asie du Sud Est

### La Baule

#### Un gratuit qui coûte cher

Depuis quelque temps «La Baule Plus», un gratuit portant haut et fort les idées de la droite pure et dure, inonde généreusement les villes de la Presqu'île sans que l'on sache comment il est imprimé et très largement distribué. Gérard Denoyelle l'a reçu gracieusement à domicile envoyé par la Poste aux frais du contribuable Baulois. Comme il protestait auprès du Maire, Gérard s'est vu répondre qu'il s'agissait d'une erreur qui ne se reproduirait plus ! A quand les Nouvelles de Loire-Atlantique distribuées «par erreur» et sous pli nominatif par la Maire de La Baule ?

## L'activité

### SANTÉ :

#### La solution du bon docteur de Pontchâteau

Notre pays a longtemps été réputé pour avoir le meilleur des systèmes de santé du monde. Mais depuis 25 ans, l'hôpital public est démantelé, on a volontairement diminué l'offre de formation des médecins, fermé les écoles d'infirmières, de sages-femmes, d'aides-soignantes... Au point de devoir recruter, aujourd'hui, nos infirmières en Espagne, nos médecins dans les pays en voie de développement...

Au moment où la santé et la protection sociale sont touchées au cœur, le Maire de Pontchâteau, plutôt que de mettre en cause la politique de son collègue Ministre de la Santé, propose aux communes voisines de s'associer pour mettre en place, dans sa ville, un Centre d'Accueil et de Permanence de Soins (CAPS) : 21 communes seraient concernées.

#### Plus de 60 000 habitants.

Le CAPS de Pontchâteau serait ouvert à tous en dehors des heures normales de consultation chez le médecin traitant habituel, après avoir impérativement appelé le 15.

Bien que subventionnés par le Fonds d'Amélioration de Qualité des Soins et l'Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie, la mise en place et le fonctionnement du Centre aura un coût pour le contribuable local. Dans un premier temps, 50 centimes d'euros par habitant seront réclamés à chaque commune participante. La subvention du Fonds d'Amélioration de Qualité des Soins n'étant assurée que jusqu'à la fin 2007, la question de l'augmentation de la subvention communale se posera dès 2008. A moins comme le suggérait le Maire de Pontchâteau, que l'on décide alors de mettre fin à l'expérience. La solution de celui qu'ils appellent aujourd'hui, " le bon docteur de Pontchâteau" amène les élus communistes de la Brière et du canton de Savenay à poser deux questions :

Alors que de nombreux jeunes aspirent à exercer un métier intéressant et qualifié va-t-on mettre enfin en place un grand plan de formation pour toutes les professions médicales et paramédicales ? Quand allons nous, tous ensemble, agir pour que soient formés les 9 000 médecins par an dont la France a besoin, faire ouvrir des écoles d'infirmières, d'aides-soignantes, de sages-femmes pour former les 50 000 paramédicaux indispensables à notre pays ?

Tout le reste, ce n'est qu'effets d'annonce teintés d'un gros zeste de démagogie. C'est ce qu'ont dû penser les Conseillers municipaux de Guenrouet qui viennent de refuser le projet.

### NANTES

#### Contre la prostitution, pas contre les prostituées

À Nantes, les élus communistes ont répondu aux invectives de la droite qui mettait en avant les «nuisances causées aux riverains par la proximité de l'activité de prostituées». Raymond Lannuzel a ainsi déclaré : «La prostitution est une forme d'esclavage humain intolérable que nous devons combattre avec autant d'énergie que nous combattons le racisme, l'exclusion, la torture et toute autre forme de violence qui touche la dignité humaine.../ la prostitution est un sujet sensible, propre à alimenter des positions populistes visant à stigmatiser les individus victimes et à s'attaquer à l'aspect visible du phénomène. La seule motivation qui doit guider l'action publique est bien le caractère inacceptable de la condition faite aux individus victimes de la prostitution et en aucun cas les éventuelles nuisances causées par la proximité de prostituées».

### NANTES

#### Des investissements au prix fort

Lors du vote du budget 2005 Annick Martin s'est félicitée de la poursuite de la politique d'investissement de la ville. Elle a tout particulièrement insisté sur le démarrage des travaux de la piscine de Malakoff, la généralisation des multi-accueils pour la petite enfance, la poursuite des travaux sur le Château des Ducs de Bretagne, la construction d'un nouveau centre de loisirs place du Martray et concernant la vie associative, la réalisation de 3 nouveaux équipements qui ouvriront en fin d'année 2005. «Ces investissements» a-t-elle cependant souligné «ne peuvent être réalisés qu'au prix de choix politiques drastiques» et une augmentation de la fiscalité locale du fait du désengagement de l'État. «**Une telle orientation traduit une politique s'affichant comme clairement ultra-libérale. Les conséquences sont désastreuses pour les salariés, pour nos concitoyens... Il nous semble à cet égard que notre municipalité devrait afficher plus clairement sa volonté de résister à de tels choix et de s'y opposer comme viennent de le faire des centaines de milliers d'agents de la fonction publique dans la rue**»

### SOCIAL

#### Écoutez M. RAFFARIN !

Samedi 5 février, nous étions plus de 500 000 à marcher à travers tout le pays pour vous dire d'arrêter votre sale boulot de démolition sociale. 15 000 manifestants à Nantes, 4 000 à Saint-Nazaire parmi eux des dizaines d'élus communistes, le badge collé sur la poitrine pour dire NON à la constitution GISCARD. Vous nous avez convaincu, l'Europe que nous voulons ce n'est vraiment pas la vôtre, pas celle de SEILLERE, de CHIRAC ou de SARKOZY !



### MONTOIR

#### La guerre des laboratoires fait des victimes

À Montoir, l'annonce de la fermeture des deux laboratoires pharmaceutiques a provoqué la colère des habitants.

Il y a une dizaine d'années le laboratoire d'analyses Tounsi, établissement indépendant, s'installait sans se douter qu'il allait faire de l'ombre à ses voisins Nazairiens. Des voisins organisés et associés sous l'enseigne Biolam qui ne tardèrent pas à ouvrir un établissement concurrent à quelques rues du nouveau venu.

La concurrence fut d'autant plus sévère qu'elle était inattendue et que les Nazairiens



ont mis les moyens. Après quelques années de résistance, Tounsi jette l'éponge et s'associe avec son adversaire... qui décide alors de mettre la clé sous la porte et de repartir là d'où il était venu. Le fort mécontentement de la population prise en otage dans ce règlement de compte, vient de faire changer Biolam d'avis. Il restera donc demain un laboratoire d'analyses ouvert dans la commune.

La réglementation freine l'expansion territoriale de Biolam (il ne peut être présent sur plus de cinq sites à la fois) or il se murmure avec insistance que les associés nazairiens auraient des visées sur Pontchâteau. Montoir risquerait, dans ce cas d'être de nouveau remis en cause. Dans cette affaire, soulignent les élus communistes qui ont averti la population par tracts, «**personne ne porte beaucoup d'attention à l'intérêt des habitants qui ont impérativement besoin de structures de proximité pour se soigner**». Cette histoire peut donner quelques sueurs froides pour l'avenir quand on sait que l'objectif de Monsieur DOUSTE BLAZY est que notre santé devienne, chaque jour un peu plus, une marchandise comme les autres.

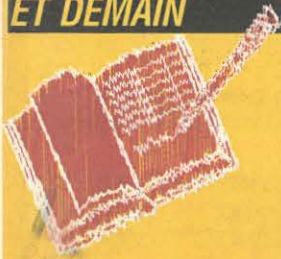
### CONSEIL GÉNÉRAL

#### Des aides pour se loger

La politique du Logement du Conseil général se met en place dans un contexte de très forte crise : au 31 janvier 2005, 30 236 demandes sont en instance. Approuvé à l'unanimité par l'Assemblée, Jean Louis LE CORRE a proposé la réactivation immédiate de deux leviers majeurs qui sont à la disposition des élus départementaux et qui peuvent permettre d'améliorer la situation.

Le Plan Départemental d'Aide au logement pour les plus défavorisés. Il évalue les besoins, traite des dettes locatives, contribue à la prévention de l'endettement, lutte contre l'habitat indigne et accompagne les propriétaires ou accédant en difficulté. Le Fonds Solidarité Logement (FSL), qui vise au maintien ou à l'accès au logement. Ses bénéficiaires reçoivent des subventions (73 %) de prêts (22 %) ou des aides spécifiques (5 %).

## AUJOURD'HUI ET DEMAIN



### Plusieurs dates sont à retenir

#### La bataille du NON

De nombreuses réunions se programment dans le département autour de la bataille du NON à la constitution.

- Le 26 février : Dervalières à Nantes débat à 15h00 à la Maison de Quartier avec la participation de Michel RICA

- Le 2 mars : Débat à 17h30 à la Manufacture des Tabacs avec les Cheminots avec la participation de Gilles BONTEMPS.

- Le 2 mars : Quartier Bellevue à Nantes, débat à 18h00 à la Maison des Citoyens à Nantes avec la participation de Claude CONSTANT

- Le 15 mars : débat avec les portuaires de Nantes.

- Le 25 mars : Rezé, débat à 20h00 salle Jean-Jaurès.

#### Réunions du PCF

- Assemblée générale des communistes de Saint-Nazaire le 16 février

- 28 février, réunion du Conseil départemental de la Fédération à 18h30

- 2 mars : Assemblée des communistes de Couëron à 18h30 salle de la Fraternité.

#### Saint-Joachim

L'ensemble des membres du Comité de soutien qui s'était constitué lors des dernières élections municipales autour de l'équipe conduite par Marc JUSTY, est convié à une soirée débat le 4 mars.

## ■ PRÉSENTATION DU SITE ET DU JOURNAL

La curiosité était de règle dans les locaux de la Fédération pour découvrir avec une semaine d'avance sur sa parution, la nouvelle maquette des «Nouvelles» et se familiariser avec le site Internet de la Fédération. Les militants présents ont, ainsi, pu se rendre compte des nouvelles méthodes de communication dont les Communistes de Loire-Atlantique disposent en ce début d'année 2005. Une sympathique rencontre qui s'est conclue, comme il se doit, autour du verre de l'amitié.



## ■ UN BANQUET POLITIQUE ET FESTIF



Ce sont près de 300 convives qui se sont retrouvés, Salle de l'Estuaire à Couëron, dans le cadre du Banquet annuel de la Fédération. Une ambiance politique autour du NON à la constitution européenne fortement argumenté par Fabienne POURRE, membre de la direction nationale du Parti Communiste, venue dans le département à cette occasion. Soirée festive et gastronomique également où les participants ont su apprécier la qualité du menu et l'ambiance.

## ■ UNE JUSTE RECONNAISSANCE

À l'occasion du Banquet de la Fédération, Pierrot RIOU, Responsable de la diffusion de l'Humanité sur le département, a tenu à rendre un hommage justifié à notre camarade Marcel CHAUVIN pour son inlassable travail de diffusion du livre du centenaire du journal. C'est ainsi que Marcel, de Châteaubriant à Saint-Herblain, en passant par ses amis et connaissances, approche aujourd'hui la quarantaine de livres vendus. Et ce n'est pas fini, nous assure-t-il... Bravo Marcel et toutes nos félicitations. Tu as bien mérité la médaille de l'Huma des mains de Pierrot RIOU.



## ■ ÇA CHAUFFE CHEZ LES POMPIERS

La mobilisation des sapeurs pompiers du département était forte à l'appel de leurs organisations syndicales pour s'opposer à la réorganisation qui prévoit le déplacement de nombreux agents, des suppressions de postes mais qui dans le même temps, n'aborde pas le volet social. Pour les 250 pompiers remontés contre le projet, la solution passe par l'ouverture de véritables négociations et la prise en compte des problèmes évoqués par les soldats du feu... Affaire à suivre

## « Nouvelles de Loire Atlantique »

Gérant : CHENEAU Yannick  
Commission paritaire : N°52987  
Imprimerie : IMPRAM Lannion  
Composition SEM Locminé  
Responsable de la rédaction : Yannick Chéneau

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes  
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 35 40 55

e-mail : nla@wanadoo.fr

Ce numéro des Nouvelles de Loire Atlantique a été réalisé avec le concours :

BENÂTRE Marie-Annick

CHENEAU Yannick

DAVY Jacques

DEJEU Michel

LUCAS Michel

MARTEL Jean-Paul

MARTIN Jean-Yves

SEASSAU Aymeric

VINCE Yann



## Vite lu...

### ■ NÉCROLOGIE

Nous avons appris le décès de notre camarade Paulette DENIGOT. Paulette et Alexandre, son époux étaient de toutes les initiatives du Parti Communiste à l'exemple de la Fête de Saint-Nazaire ou du banquet fédéral qui faisaient partie de leur vie. La disparition de Paulette laisse tous ses camarades dans la tristesse. Nous adressons au nom de tous ses amis et camarades de la région de La Baule, à sa famille et bien sûr à Alexandre, nos plus sincères amitiés et condoléances.

### ■ COMMÉMORATION

Comme tous les ans, le 8 février, à l'appel du syndicat CGT des PTT, une cérémonie s'est déroulée au cimetière de la Gaudinière à Nantes pour commémorer la tuerie de Charonne le 8 février 1962 qui coûta la vie à 8 manifestants dont Anne-Claude GODEAU, employée des Postes à Paris et originaire de Nantes. On reconnaissait parmi les participants à cet hommage, de nombreux syndicalistes CGT des Postes et Télécommunications et une délégation de la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français, conduite par Michel RICA.

## Il fallait se le dire



Vos avis, vos réflexions sont nécessaires pour que nous puissions ensemble comprendre et mieux appréhender notre action.

« NLA 41 rue des Olivettes 44000 Nantes »  
e-mail : nla@wanadoo.fr

Peu de courrier reçu pour nourrir cette rubrique mais beaucoup d'échos et discussions parmi nos lecteurs concernant la nouvelle formule de notre journal.

### Un gros regret

C'est celui exprimé par Lucette de Nantes qui n'a pas apprécié que

le Comité départemental du Souvenir n'ait pas été cité dans notre article à propos de la manifestation du 15 janvier à Châteaubriant alors qu'il était représenté. La rédaction n'a bien évidemment pas voulu faire de sélection dans les participants à cette initiative. Il s'agit d'une erreur que nous corrigeons aujourd'hui.

### Une lecture facilitée

C'est la réaction de nombreux lecteurs à la réception de la nou-

velle formule. Si il semble plus dense nous dit Paul du Sud Loire, il est dans le même temps plus facile à lire et plus clair. Avis partagé par Jean-Louis du Pays de Retz qui trouve dans la nouvelle formule, un classement plus efficace des articles et des thèmes qui donne au journal une nouvelle dimension.

### Beaucoup plus local

C'est également une appréciation partagée par de nombreux lec-

teurs. Continuez dans cet esprit, nous dit Pierre, rencontré à Saint-Nazaire qui trouve dans le contenu du journal une certaine richesse dans l'approche de la vie départementale tant socialement que politiquement.

### Un plus pour notre réflexion

J'ai apprécié, nous dit Henri de Nantes, que nous ayons maintenant une page culture qui manquait antérieurement dans notre journal. Elle doit nous

aider à mieux appréhender tout ce qui se passe sur notre département car il se passe énormément de choses...

Réflexion de Yves de la Basse Loire à propos du contenu du journal : Il ne s'agit pas de faire la pige aux quotidiens locaux, ce n'est pas le but recherché, mais peut-être avec un peu de pertinence dans les sujets traités et la façon de les aborder, est-il possible de donner quelques coups de pied dans la fourmière «des médias locaux institutionnalisés».